

Énergie : bienvenue dans les communes nucléaires

À la faveur de la campagne présidentielle, Emmanuel Macron a affiché sa volonté de relancer la machine nucléaire française. Une initiative bien accueillie dans les communes des centrales.

Sur certaines plages de la Côte d'Opale, l'écume roule jusqu'au pied des dunes. En chemin, les eaux turquoises de la mer du Nord laissent quelques flaques qui, lorsque deux nuages s'écartent, brillent au soleil comme des nappes de pétrole. Le tableau est un peu moins reluisant à Gravelines (Nord, 11 014 habitants). Six silos de bétons collés au rivage font de l'ombre à ce paysage aux airs de peinture à l'huile. La plus grande centrale nucléaire d'Europe de l'Ouest est postée ici, face aux côtes anglaises, à 40 kilomètres de la frontière belge.

Un sujet clivant au cœur du débat présidentiel

Or, « s'il arrive pour notre malheur qu'il se passe quoi que ce soit à la centrale de Gravelines, il faudra quitter Lille, Roubaix, Calais pour 10 000 ans », a prévenu Jean-Luc Mélenchon lors de son meeting du 5 décembre. Le leader de la France insoumise a répété son opposition au nucléaire. « Nous présentons 58 cibles à portée de tir de l'espace », a-t-il alerté, en référence aux 58 réacteurs français. Dix jours plus tard, EDF annonçait « un événement significatif pour l'environnement » à la centrale du Tricastin : une fuite de tritium.

Une association pour les communes des centrales

Claude Brender, le maire de Fessenheim (Haut-Rhin, 2 267 habitants) préside une association de défense des intérêts des « communes nucléaires ». Pendant des années, il s'est d'ailleurs battu pour éviter la fermeture de la centrale dans sa commune. Maintenant qu'elle est actée, il cherche à obtenir des compensations et veut inscrire Fessenheim sur la carte des nouveaux projets nucléaires, tout en défendant la filière dans son ensemble.



Bertrand Ringot,
maire de Gravelines (Nord, 11 014 habitants)

On a dégagé plus de 40 M€ pour tout notre territoire.»

Le débat avait été amorcé en novembre par Emmanuel Macron. « Nous allons relancer la construction de réacteurs nucléaires dans notre pays », s'était engagé le président de la République. La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte prévoit pourtant que les centrales ne produisent plus que 50 % de l'électricité du pays en 2025, contre 75 % en 2015. C'est dans ce but que le site de Fessenheim a été fermé en 2020. Mais, après avoir longtemps cherché à ne pas déplaire à la composante écologiste de sa majorité, le chef de l'État a décidé de reprendre la barre. Son plan de relance France 2030 mise sur les *small modular reactors*, des réacteurs modèle réduit. À la demande du gouvernement, EDF a aussi commis un rapport envisageant la construction de six gros EPR. Et Emmanuel Macron plaide pour que les instances européennes considèrent l'atome comme une énergie propre.



Olivier Bonnard,
maire de Creys-Mépieu (Isère, 1 503 habitants)

Les agents EDF se sont vite intégrés à la vie locale.»

Des économies locales boostées par l'atome

Cette perspective s'accommode mal du scénario catastrophe de Jean-Luc Mélenchon. Elle n'est pas non plus du goût d'Anne Hidalgo qui souhaite « sortir du nucléaire aussi vite que l'on va faire monter les énergies renouvelables ». Le sujet divise même à gauche. « Je me suis mis en retrait de la candidature d'Anne Hidalgo à cause de sa position sur le nucléaire », souffle Bertrand Ringot. Il a beau être socialiste, il est aussi maire de Gravelines. Une ville qui profite de la centrale à plein régime.

Si les silos qui s'élèvent en bord de plage peuvent rebuter certains touristes, cette ombre au tableau ne pèse fina-



Claude Brender,
maire de Fessenheim (Haut-Rhin, 2 267 habitants)

Les communes d'implantation sont des îlots de prospérité au milieu du tissu rural.»

lement pas lourd par rapport aux avantages de l'atome. « Cela ne nous a pas empêchés de développer l'hôtellerie », se rengorge Bertrand Ringot. Depuis la mise en service du réacteur en 1980, le budget de la commune a gonflé, alimenté par les taxes foncière et professionnelle. Lorsque cette dernière a été supprimée en 2010, l'État a instauré le Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) et l'Imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (IFER) : 3 187 euros par mégawatt.

Partout, les centrales font tourner l'économie locale. « Elles ont donné un coup de fouet au développement de leurs communes d'implantation », observe Claude Brender, le maire de Fessenheim (Haut-Rhin, 2 267 habitants). Du côté de Cattenom (Moselle, 2 628 habitants),

« la commune touche près de 7 M€ de taxe foncière liée à la centrale, calcule le maire, Bernard Zenner. Cela représente 90 % de nos recettes ». Comme le nuage de Tchernobyl en son temps, ce phénomène ne s'arrête pas aux frontières. « Les 22 mairies de la communauté de communes reçoivent au total 43 M€ de recettes », poursuit Bernard Zenner. À Gravelines, « entre 25 et 30 % des recettes de la communauté urbaine viennent de la centrale et il y a une péréquation départementale », indique le premier magistrat.

Un boom démographique

De son côté, le maire de Blaye (Gironde, 4 838 habitants) aurait préféré avoir les turbines sur son territoire. Au lieu de cela, la centrale du Blayais dépend de ses voisins de Braud-et-Saint-Louis (1 535 habitants). « Il y a une vitalité économique et sociale grâce aux gens qui sont venus s'installer, se félicite malgré tout Denis Baldès. Ces familles s'investissent dans les associations et même au conseil municipal. » À Gravelines, « on a gagné 3 000 habitants, on a construit des écoles, des logements, on a restauré les remparts,

on s'est doté d'équipements culturels et sportifs et il y a eu un brassage sociologique », abonde Bertrand Ringot. Seul inconvénient : la loi impose des contraintes en matière d'urbanisme autour de la centrale. En 50 ans, la population a aussi triplé à Creys-Mépieu (Isère, 1 503 habitants). « Les agents EDF se sont assez vite intégrés à la vie locale et beaucoup sont entrés dans des équipes municipales », explique le maire, Olivier Bonnard. Ces élus voient rarement l'atome d'un mauvais œil. Bernard Zenner a ainsi travaillé 27 ans dans le secteur avant d'entrer à l'hôtel de ville en 2020. Autant dire que tout un territoire est irradié. **UDM**

Servan Le Janne



La centrale du Tricastin

Le grain de sable des déchets

Les maires des communes nucléaires manquent de superlatifs pour évoquer les centrales. Le mot « déchets » agit néanmoins comme un grain de sable dans cette belle mécanique. Avec l'enfouissement des scories radioactives, « il y a une forme de risque, mais ça existe aussi pour l'industrie chimique », élude Bertrand Ringot. Ils sont « triés, surveillés, stockés, sans danger », enfonce Bernard Zenner. « Le nucléaire est la seule filière industrielle qui s'occupe de ses déchets, quand les autres les rejettent dans l'atmosphère », défend Claude Brender. Il ne reste plus qu'à les contrôler pendant des milliers d'années.

MAIRES

ET DES CONSEILLERS MUNICIPAUX

JOURNAL
DES
No 2
février 2022
165^e année
Mensuel
19 €

AGRESSIONS CONTRE LES ÉLUS :
COMMENT Y FAIRE FACE ?

page 24



LA CULTURE AU CŒUR DES TERRITOIRES

page 13

LOI ANIMALE :
CE QUI CHANGE POUR LES MAIRES

page 30